

4 octobre 2007

Commission Bouchard-Taylor Des statistiques alarmantes

La Gaspésie souffre d'un sérieux déficit démographique. Du moins, c'est ce qu'a soutenu Pierre Provost, préposé aux plaintes du Centre hospitalier de la baie des Chaleurs, jeudi, devant la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables.

En cinq ans, le nombre d'habitants de la Gaspésie a diminué de plus de 6000 et, selon les prévisions démographiques, 28 000 autres devraient quitter la région d'ici 2019.

M.Provost ajoute qu'en 2008, le nombre de citoyens âgés de plus de 65 ans dépassera celui des jeunes de moins de 20 ans. Déjà, souligne-t-il, la Gaspésie est la région la plus vieille du Québec.

Selon le préposé, ces statistiques sont alarmantes.

Aussi, dit-il, il n'y a que deux solutions pour résoudre le problème : ramener des jeunes dans la région et convaincre des immigrants de s'y installer.

Les autorités locales ont déjà pris des mesures pour drainer les jeunes en région. Une opération appelée « la grande séduction gaspésienne » a été mise sur pied afin d'inciter les nouveaux diplômés à venir s'établir en Gaspésie. Une quarantaine d'entre eux ont d'ailleurs récemment effectué un séjour en Gaspésie dans le cadre de ce projet pour sonder les possibilités d'emplois. [Radio-Canada](#)

Commission Bouchard-Taylor Les Gaspésiens affichent leur ouverture

La Commission Bouchard-Taylor s'est arrêtée mercredi soir à Bonaventure, en Gaspésie, huitième étape de sa tournée des régions qui prendra fin à la fin novembre.

La Gaspésie compte 95 800 habitants, dont 450 immigrants, soit moins de 1 % de la population. La région recense cependant une importante minorité anglophone, 11 % des Gaspésiens ayant déclaré l'anglais comme langue maternelle, ainsi que la nation autochtone des Micmacs, installés à Maria, Listuguj et Gaspé.

La Gaspésie connaît plusieurs problèmes économiques et démographiques. Le taux de chômage est supérieur à 18 %, comparativement à environ 8 % pour l'ensemble du Québec. Le revenu par habitant est de 18 914 \$, soit presque 5000 \$ de moins que la moyenne nationale.

En outre, la région se vide de ses jeunes. Depuis 1996, 10 000 personnes ont quitté

la Gaspésie. Et le ministère des Régions prévoit un exode de 18 % de la population d'ici 2026.

L'immigration pour contrer le déclin économique et démographique

Malgré certaines craintes, plusieurs citoyens ont affiché une volonté d'ouverture, mercredi soir, devant une assemblée de 70 personnes entassées au Centre communautaire de Bonaventure, sur la côte sud de la Gaspésie.

« Notre avenir en Gaspésie va dépendre de l'immigration parce que nous sommes une société très vieillissante... Nous perdons un poids politique important », a affirmé un participant.

« C'est un bonheur de voir que le Québec se colore, accueille des immigrants avec certains heurst et certaines difficultés, oui. Ça va dépendre de la vitesse d'immigration », a dit un autre.

Bassem Khoudja, un Tunisien arrivé au Québec en 1989, raconte qu'il est maintenant Gaspésien. « Je ne suis plus un immigrant. Je suis dans ma famille. C'était mon choix personnel de venir ici et je m'adapte », a déclaré le préposé aux bénéficiaires dans un centre de Maria. Ce musulman pratique sa religion en privé, mais ne se prive pas de célébrer Noël avec ses voisins.

Hélène Leclair, une autre immigrante installée en Gaspésie, s'est dite fière du « calme et de la sérénité » des Québécois. Elle a cité en exemples le dossier de la crise d'Oka, en 1990, et le calme qui a suivi le référendum de 1995.

Camille Leduc, qui a vécu la majeure partie de sa vie dans la région de Montréal avant de s'installer en Gaspésie, a fait valoir que les différences culturelles existent même entre Québécois. Un Gaspésien qui s'installe à Montréal doit faire face à toute une adaptation, a-t-il raconté.

Le Dr Michel St-Pierre, de Chandler, a critiqué la Charte des droits et l'imposition du multiculturalisme, deux institutions fédérales qui nuisent selon lui à la bonne harmonie.

Par contre, Michel Pouliot, de Gaspé, a été très dur pour les immigrants qui ne s'adaptent pas. Qu'ils retournent chez eux avec leurs « guenilles », a-t-il lancé.

Jeudi, une douzaine de mémoires seront présentés devant la commission Bouchard-Taylor à Bonaventure. [Radio-Canada](#)

Pêcherie Norpro

Le ministre Lessard renvoie la balle aux dirigeants

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laurent Lessard, désapprouve la conduite des employés de Pêcherie Norpro, qui occupent, pour une

deuxième journée consécutive, les bureaux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) aux Îles-de-la-Madeleine.

Qui plus est, il renvoie la balle aux dirigeants de l'entreprise qui réclament un prêt du gouvernement. Ils doivent, dit-il, trouver d'eux-mêmes le moyen de relancer l'usine de transformation.

Le ministre Lessard analyse différemment la situation financière de l'entreprise. Selon lui, ce n'est pas le crédit d'impôt sur la masse salariale qui pose problème, mais la stratégie d'affaires lors de l'achat du crabe au printemps dernier qui a mis l'entreprise en difficulté.

Norpro a acheté le crabe à 2,60 \$ la livre, alors que les autres entreprises de la région offraient 2,25 \$ la livre. Ces dernières, et même certaines usines de la Gaspésie, s'étaient d'ailleurs récriées contre ces manoeuvres.

« Ça me fait de la peine que Norpro soit rendue dans cette situation-là, mais [...] je me dis que leur stratégie commerciale n'a pas fonctionné », a-t-il affirmé.

Ainsi, ajoute-t-il, il revient maintenant aux dirigeants de Norpro de sauver l'entreprise de la fermeture, soit en réinvestissant, soit en obtenant une proposition de la Banque Nationale.

De son côté, le député des Îles-de-la-Madeleine à l'Assemblée nationale, Maxime Arseneau, invite Norpro à déposer une contre-proposition et demande au ministre de faire preuve d'ouverture.

Le ministre doit communiquer avec Norpro mercredi. [Radio-Canada](#)

Développement de l'industrie de la moule, trop d'argent pour la recherche

Le manque d'entrepreneurship est une des raisons qui explique le plafonnement du développement de l'industrie maricole au Québec. C'est du moins une des explications qui est ressortie au Carrefour maritime qui se tient jusqu'à demain, à Grande-Rivière.

La moule est le principal joueur de l'industrie maricole, mais son développement plafonne. Sur les 10 millions de livres consommées chaque année dans la province, environ 1 million provient du Québec. Alors pourquoi l'Île-du-Prince-Édouard a réussi à dominer les marchés, là où la belle province est encore marginale.

"Quand il y a beaucoup d'entreprises comme ça, à travers les faillites, les consolidations, il y a l'émergence d'un certain nombre de capitaines d'industrie. C'est-à-dire ceux qui sont les plus forts, ceux qui ont une vision d'avenir. Ces gens-là permettent d'aider le secteur à se développer," croit Yves Bastien un consultant en mariculture.

Pour Jacques Dufresne, qui est producteur de moules à Gaspé, le moment est venu de mettre un peu moins l'accent sur la recherche.

Jacques Dufresne: "Peut-être plus d'argent pour appuyer les idées des entrepreneurs, à leur façon, leur laisser un peu plus de marge de manoeuvre, peut-être de faire des erreurs, c'est possible, mais de capitaliser sur l'entreprise et non capitaliser sur la recherche et le développement. A la fin de ça, l'entrepreneur n'est toujours pas productif, puis l'argent est dépensé. Même si les résultats sont là, on n'a plus les moyens de les mettre en action."

"Il y a eu beaucoup d'essais et erreurs, mais je pense que cette période est pas mal complétée," a soutenu le directeur général de la Société de développement de l'industrie maricole (SODIM), Sylvain Lafrance.

Mais alors que le Québec stagne par rapport aux autres provinces, jusqu'à quel moment le gouvernement devra supporter l'industrie maricole?

"Je pense que comme à Terre-Neuve ou à l'Île-du-Prince-Édouard, il y a eu aussi beaucoup d'argent de mis pour démarrer la mariculture. Il s'agit simplement qu'on soit encore un peu patient pour qu'on voit vraiment les résultats," rajoute Sylvain Lafrance.

Pour le spécialiste Yves Bastien, une des solutions afin d'atteindre la rentabilité est une stratégie de mise en marché commune entre toutes les provinces maritimes.

"Puis à ce moment-là il y aurait le moyen de faire de la production, c'est-à-dire assurer le contrôle de qualité sur les marchés, d'avoir des certifications, d'aller chercher les volumes suffisant pour faire de la négociation. Tant que les producteurs ne comprendront pas ça, ils ne réussiront jamais et ils vont continuer à avoir de la difficulté à rentabiliser leur opérations. Parce que les coûts de production continuent d'augmenter. Ça fait 25 ans que je suis dans le domaine et le producteur reçoit toujours le même prix pour sa moule," explique Yves Bastien.

Parmi les autres commentaires entendus lors de ce Carrefour maritime pour expliquer la stagnation du développement de l'industrie maricole, il y a notamment le manque de concertation et de communication entre les décideurs, les producteurs et ceux qui aimeraient éventuellement produire. **CHAU-TVA**

2000 postes à pourvoir en Gaspésie

Les firmes et les employeurs publics de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine estiment qu'ils devront pourvoir près de 2000 postes, précisément 1936, au cours de la prochaine année.

D'ici 2010, ce sont 7200 postes qui devront être pourvus, environ 6500 découlant de départs à la retraite et 700 venant de nouveaux emplois. Ces données proviennent

de la plus vaste enquête sur les besoins de main-d'œuvre réalisée à ce jour par Emploi-Québec dans la région.

L'enquête portait aussi sur les problèmes de recrutement, les prévisions de mises à pied, les intentions de formation et le mode de gestion des ressources humaines.

Les chiffres montrent que 43 % de la main-d'œuvre a plus de 45 ans, qu'au moins 37 % des entreprises prévoient une croissance en 2007, comparativement à 10 % anticipant des compressions. En outre, 36,2 % des employeurs ont connu des difficultés de recrutement en 2006, surtout en hébergement et en restauration, dans les services professionnels, techniques et de gestion.

Marc Groleau, directeur régional d'Emploi-Québec, dit que la Gaspésie et les Îles se situent à un moment charnière. «Ça risque de frapper dur d'ici quelques années. On parle même d'ici deux ans, où on va connaître une inversion de la pyramide d'âge. Il y a même des entreprises qui vont jusqu'à dire que si le problème de recrutement de la main-d'œuvre ne se règle pas, il pourrait y avoir des fermetures d'entreprises. Il faut miser sur la formation et briser le mythe selon lequel il n'y a pas d'emploi dans la région. »

Dans la foulée de ces statistiques et parce qu'il s'agit de son mandat, la Commission jeunesse Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine entame une tournée de sensibilisation auprès des étudiants qui terminent cette année leur niveau secondaire ou une formation préuniversitaire au cégep, de façon à les informer des possibilités de formation dans la région et de la variété d'emplois disponibles.

La tournée prend la forme d'une campagne de vaccination durant laquelle les représentants de la Commission jeunesse visiteront les 12 écoles secondaires ou campus du Collège de la Gaspésie et des Îles.

« Nous voulons donner aux jeunes une dose d'appartenance, au moyen de jeux, de rencontres avec des gens d'affaires, de mises en scène présentant la situation de l'emploi, les possibilités professionnelles mais aussi la vie culturelle, l'engagement communautaire. Il y aura aussi des rappels de vaccin, en ce sens que nous voulons dire aux jeunes qu'ils peuvent revenir faire des stages d'étude ou trouver des emplois d'été », dit Annie Robichaud, directrice de la Commission jeunesse.

Les finissants seront invités à remplir un questionnaire au sujet de leurs intentions futures, de même qu'à laisser leur adresse de courriel, l'adresse de leurs parents. « Nous pourrons les suivre dans leur parcours académique et les informer de l'évolution de l'emploi -dans leur domaine », ajoute elle. [Le Soleil](#)

3 millions 400 mille dollars à Pin rouge

Le gouvernement canadien confirme son implication dans le développement de la station de ski Pin Rouge.

Développement Économique Canada verse 3 millions 400 mille dollars dans le plan

de financement de ce méga-projet maintenant évalué à 12 millions de dollars, soit 2 millions de plus qu'à pareille date l'an dernier.

Le ministre Jean-Pierre Blackburn a annoncé cette subvention ce matin sur le site du centre de ski. Cette annonce survient un an après la confirmation des subventions provinciales qui, elles, oscillent autour de 6 millions de dollars.

L'argent du gouvernement fédéral servira à payer une partie de la facture des 32 chalets actuellement en construction au pied des pentes de Pin Rouge et à réaliser un plan de commercialisation pour cette infrastructure.

Le ministre Blackburn, qui est de moins en moins chaud à l'idée de subventionner le fonctionnement des organismes, a tenu à préciser que le projet du Parc régional de la Petite-Cascapédia cadre bien dans la nouvelle orientation qu'il veut inculquer à son ministère en terme de soutien au développement économique :

La mairesse de New Richmond, Nicole Appleby, souhaite que cette injection de capitaux contribuera à rentabiliser le centre de ski qui termine sa dernière année d'opération avec un déficit de 200 mille dollars :

La ville de New Richmond contribue à hauteur de 200 mille dollars dans le projet, alors que la Corporation du centre de ski complétera le financement par un emprunt de 1 million 500 mille dollars. **CIEU-FM**